

**MARCHE PUBLIC DE SERVICES
MARCHE DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES**

<p>PROJET DE CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)</p>
--

<p>Personne publique</p>

<p>ETAT – MINISTERE DES ARMEES</p>

<p>Conducteur d'opération</p>

<p>DIRECTION D'INFRASTRUCTURE DE LA DEFENSE DE PAPEETE</p>
--

<p>Objet de la consultation</p>
--

<p>Assistance à maîtrise d'ouvrage pour la réalisation d'un dossier réglementaire de demande d'autorisation d'exploiter des ICPE.</p>
--

SOMMAIRE

Partie 1 - Présentation générale du marché	3
1. Objectif de l'accord-cadre	3
2. Périmètre des missions à réaliser.....	3
3. Sites et installations concernés	3
3.1. Sites sur l'île de Tahiti.....	<i>Erreur ! Signet non défini.</i>
4. Organisation et obligations du titulaire	4
5. Contexte législatif et réglementaire général des opérations	4
Partie 2 - Prestations types attendues	5
6. Elaboration de LA DDAE.....	5
6.1. État des lieux de l'installation	5
6.2. Présentation de l'exploitant.....	6
6.3. Présentation de l'environnement de l'ICPE.....	6
6.4. Etude d'impact/ évaluation simplifiée des impacts	6
6.5. Etudes de danger / notice de danger	7
6.6. Notice d'hygiène et de sécurité.....	7
6.7. Réunions	8
7. Assistance phase instruction	8
8. Assistance à maîtrise d'ouvrage jusqu'à l'autorisation d'exploiter.....	9

Annexe 1 - Liste ICPE (à titre indicatif)

Annexe 2 - Aide-mémoire des installations classées pour la Polynésie Française (CGA – juin 2013)

PARTIE 1 - PRESENTATION GENERALE DU MARCHÉ

1. OBJECTIF DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre d'assistance à maîtrise d'ouvrage a pour objectif :

- De fournir aux exploitants l'ensemble du corpus documentaire nécessaire à l'établissement, en régularisation ou pour des projets en phase de conception, des demandes d'autorisation d'exploiter (DDAE) pour une installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) ;
- D'assurer le suivi des démarches administratives.

Le prestataire devra l'assistance à l'exploitant jusqu'à parution de l'arrêté d'autorisation.

2. PERIMETRE DES MISSIONS A REALISER

La prestation demandée au titulaire comprend toutes les recherches documentaires, études, investigations nécessaires à la réalisation des dossiers de demande d'autorisation d'exploiter et à leur suivi administratif. Ainsi, il devra réaliser les études d'impact, études ou notices de danger et tout autre document nécessaire à la constitution de la DDAE que ce soit pour une ICPE de 1^{re} ou 2nd classe.

La DDAE doit répondre aux exigences de la procédure d'instruction polynésienne ET métropolitaine selon leur régime de classement respectif (sauf si elles sont opposées) avec comme principe, d'application de la plus contraignante.

L'exploitant devra se mettre en relation avec l'inspection des installations classées du contrôle général des armées (IIC/CGA) dans le cadre de la transmission de sa demande d'autorisation pour l'instruction technique (cf. annexe 2 – point 4). Suite à l'avis favorable de l'instruction technique, selon les directives de contrôleur en charge du dossier, le CGA ou le titulaire transmettra la DDAE pour instruction administrative à la DIREN.

Au titre du présent marché, le titulaire doit notamment veiller au respect des délais de la procédure réglementaire.

3. SITES ET INSTALLATIONS CONCERNES

Emprise	Commune	Adresse Géographique
Caserne lieutenant-colonel BROCHE	ARUE	Lieu-dit Arue PK 3 400 côté montagne - 98712 ARUE
Dépôt de munitions de Papeari	TEVA-I-UTA	Lieu-dit Papeari PK 56 côté montagne
Taaone Est	PIRAE	Lieu-dit quartier du Taaone rue Afarerii PK 3 - 98736 PIRAE
Taaone Ouest	PIRAE	Lieu-dit Pirae Avenue Charles de Gaulle PL 3,5 - 98736 PIRAE
SAOM	PAPEETE	Lieu-dit quartier Vallée sainte Amélie Papeete PK 2 - 98735 PAPEETE
Base navale de Fare UTE	PAPEETE	Lieu-dit Fare Ute Boulevard de la reine Pomare - 98735 PAPEETE
Station de réception super Mahina	MAHINA	Domaine Noho ahu super Mahina PK 13 400 en hauteur - 98725 MAHINA

Station d'émission de Mahina	MAHINA	Lieu-dit domaine Mahina et terre Atima - PK 13 côté mer - 98725 MAHINA
Base sergent Julien Allain	FAA'A	Lieu-dit Faaa PK 6 - 98715 FAA'A

Les ICPE concernées par ce marché sont indiqués en annexe 1.

4. ORGANISATION ET OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Le titulaire doit respecter les obligations suivantes :

- respecter les clauses de confidentialité et de protection des informations sensibles ;
- se déplacer sur le site de manière à avoir une connaissance fine du site, de ses enjeux et de ses usages.

Le titulaire doit proposer une équipe de projet constituée :

- d'un responsable de projet, interlocuteur principal du maître d'ouvrage,
- d'une équipe de projet pluridisciplinaire regroupant les compétences nécessaires à la réalisation du dossier, le niveau de compétence requis pour chaque discipline doit être adapté à la complexité de chaque projet.

5. CONTEXTE LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE GENERAL DES OPERATIONS

Il est de la responsabilité du prestataire d'identifier le cadre réglementaire de chaque mission.

En terme de seuil, la réglementation environnementale française devra être appliquée, sauf si la réglementation polynésienne est plus contraignante.

Le titulaire s'engage à effectuer toutes les prestations conformément aux textes législatifs et réglementaires en vigueur au moment de la réalisation de ses prestations et prend en compte les spécificités du ministère (cf. annexe 2). Il devra aussi une veille réglementaire afin de prendre en compte les évolutions réglementaires à venir dans le cadre de la constitution des dossiers ICPE.

Procédure au sein du Ministère des Armées :

L'organisation du ministère des armées en matière de protection de l'environnement fait l'objet de l'annexe 2.

Le service de l'inspection des installations classées du ministère des Armées réalise l'instruction technique des demandes relatives aux ICPE.

Pendant la phase d'examen, les réunions avec le CGA seront organisées par l'exploitant. Le titulaire sera présent aux réunions pour assister l'exploitant dans les échanges et reprendre le dossier de DDAE autant que de besoin.

A réception de l'avis favorable du CGA, le dossier est transmis par ses soins ou sur sa demande par l'exploitant à la Direction de l'Environnement (DIREN).

PARTIE 2 - PRESTATIONS TYPES ATTENDUES

6. ELABORATION DE LA DDAE

Cette prestation sera nécessaire aussi bien dans le cas des DDAE pour régularisation que des DDAE pour des projets en phase préparation.

Le prestataire devra en conséquence mettre en œuvre les moyens nécessaires à l'élaboration d'un dossier de qualité, celui-ci fera l'objet de validations intermédiaires et sera dans ce cadre repris autant de fois que nécessaire jusqu'à sa version aboutie.

Le prestataire doit élaborer la demande d'examen au cas par cas pour le compte de l'exploitant. Le document finalisé est soumis au visa de l'exploitant.

L'envoi pour l'instruction technique par le CGA reste à la charge de l'exploitant.

Une réunion se tiendra au profit de l'exploitant afin de présenter les éléments du DDAE.

6.1. ÉTAT DES LIEUX DE L'INSTALLATION

En premier lieu, le prestataire doit, au regard des éléments qu'il a étudiés et de la législation environnementale applicable, faire un point détaillé de la situation administrative de l'installation (rubriques de la nomenclature des ICPE, catégories soumis à évaluation environnementale). Cette étude porte également sur l'inventaire des substances du site.

Dans le cas d'une opération d'infrastructure (réhabilitation ou construction neuve), les options du projet seront identifiées et étudiées pour justifier les solutions arrêtées. Les installations voisines pouvant impacter le projet (connexité, proximité, effets dominos, cumul des impacts, projets, etc.) seront également identifiées.

Ce rapport pourra être assorti d'un audit de conformité des ouvrages existants (liste des non-conformités et estimation budgétaire) qui devra prendre en compte les réglementations métropolitaines et locales si les arrêtés de prescriptions générales existent.

6.1.1. ATTENDUS ET LIVRABLES

Le prestataire devra vérifier le classement de l'installation (1^{er} classe, 2^{ème} classe, autorisation, enregistrement, déclaration) pour identifier les prescriptions applicables. Il devra établir la liste des prescriptions opposables et des améliorations qui seront vraisemblablement à prévoir (impact inacceptable sur l'environnement ou risque à maîtriser). Un rapport spécifique détaillera les dispositions à prendre et évaluera le coût des travaux éventuels.

De même, le prestataire devra énumérer les études particulières à mener (atmosphère explosive, foudre, sismique, sol, air, etc...). Ces études seront précisées/complétées à l'issue de la phase amont (retour des demandes de cadrage ou des demandes d'information).

Le titulaire devra se déplacer sur le terrain autant que nécessaire et ce sur tout le périmètre de l'étude, y compris dans les abords du site si nécessaire. Toutes les investigations de terrain nécessaires (le sous-sol, les eaux souterraines, des mesures de bruit, etc.) seront réalisées dans le respect de la réglementation.

L'opportunité et la localisation de ces investigations seront validées par l'exploitant.

Les investigations de terrain seront programmées et l'exploitant sera systématiquement informé de sorte à pouvoir contrôler les conditions de réalisation de ces investigations et la qualité du rendu.

6.1.2. CAS PARTICULIER DE LA REGULARISATION

Lorsqu'une installation classée est exploitée sans autorisation, l'exploitant est tenu de régulariser sa situation.

Le format de cette demande est identique à celui décrit précédemment, complété par les informations suivantes :

- La demande doit préciser succinctement l'historique de l'exploitation (date d'ouverture, les évolutions d'activités majeures...), ainsi que les analyses de rejets le cas échéant ;
- Dans l'étude d'impact ou l'évaluation simplifiée des impacts, il convient de présenter distinctement les mesures déjà prises pour limiter ou supprimer les inconvénients de l'installation, de celles prévues en complément.

Si des incidents ou accidents portant atteinte à l'environnement sont survenus dans le passé, ils doivent être signalés en indiquant les mesures prises pour éviter qu'ils se reproduisent.

6.2. PRESENTATION DE L'EXPLOITANT

Le titulaire fournira a minima les éléments suivants :

- l'objet du dossier : régularisation et bénéfice de l'antériorité / création d'une ICPE ;
- la présentation de l'exploitant, de son activité et de sa localisation.

6.3. PRESENTATION DE L'ENVIRONNEMENT DE L'ICPE

Le titulaire fournira a minima les éléments suivants :

- les nomenclatures, volumes et arrêtés type applicables.
- Plan de cadastre rénové ;
- Plan Général d'Aménagement et Plan de Prévention des Risques Naturels ;
- Note de renseignement d'aménagement ;
- Plan de situation à l'échelle 1/25 000 ;
- Plan à l'échelle 1/2500 de l'installation et ses abords sur 100 m (indiquer tous les bâtiments avec leur affectation, les voies publiques, les point et cours d'eau) ;
- Plan de l'ensemble à l'échelle 1/200 (installation de 1^{ère} classe) – 1/500 (installation de 2^{ème} classe) indiquant le détail des dispositions projetées de l'installation, ainsi, que jusqu'à 35 m au moins de celle-ci, l'affectation des constructions et terrains avoisinants).

6.4. ETUDE D'IMPACT/ EVALUATION SIMPLIFIEE DES IMPACTS

Conformément à l'art. R122-5, le titulaire doit transmettre l'ensemble des pièces demandées.

L'étude d'impact, obligatoire pour les installations de 1^{ère} classe, a pour objet de décrire les effets potentiels et avérés de l'activité envisagée sur l'environnement, la santé et la salubrité publique, dans le cadre d'un fonctionnement normal de l'exploitation.

Les thèmes développés devant apparaître sont notamment :

- L'analyse de l'état initial du site et de son environnement ;
- L'analyse des effets directs et indirects, temporaires et permanents de l'installation sur l'environnement et la santé ;
- L'analyse de l'origine, de la nature et de la gravité des inconvénients susceptibles de résulter de l'exploitation ;

- La dimension écologique du projet ;
- Les mesures envisagés pour supprimer, limiter ou compenser les inconvénients ;
- Les conditions de remise en état du site ;
- Le résumé non technique.

Pour les installations de 2^{ème} classe, la réglementation n'impose pas d'étude d'impact. Néanmoins, il est demandé par la DIREN, de procéder à une évaluation simplifiée des impacts, qui consiste à présenter les éléments suivants :

- Un inventaire des substances et nuisances mises en œuvre et/ou générées par l'installation ;
- Une détermination de leurs effets néfastes intrinsèques et/ou conjugués ;
- Une identification des populations potentiellement affectés, en précisant leur vulnérabilité ;
- Une caractérisation de risque sanitaire causé par l'installation si l'importance et les dangers de l'installation le nécessitent.

6.5. ETUDES DE DANGER / NOTICE DE DANGER

Cette étude doit être réalisée selon la réglementation métropolitaine (circulaire du 10 mai 2010).

L'étude de danger, obligatoire pour les installations de 1^{ère} classe, recense l'ensemble des phénomènes dangereux susceptibles de se produire dans le cadre d'un fonctionnement altéré ou anormal de l'installation classée

L'étude de danger doit présenter :

- La description de l'environnement ;
- L'accidentologie ;
- Les risques d'accident ;
- Les conséquences possibles sur l'environnement ;
- La justification des mesures retenues ;
- Les méthodes et moyens d'intervention en cas d'accident ;
- Un résumé non technique.

Le même raisonnement est appliqué pour la rédaction de la notice de dangers requise pour les installations de 2^{ème} classe, avec une description succincte des dangers potentiels ainsi que des mesures de prévention prises pour les contenir.

6.6. NOTICE D'HYGIENE ET DE SECURITE

La notice d'hygiène et de sécurité traite spécifiquement des questions relatives à l'hygiène et aux risques encourus par les employés, en précisant les dispositions prises pour assurer leur sécurité conformément au code du travail.

Cette note doit présenter :

- Les sanitaires aménagés et le système d'assainissement ;
- Les moyens mis en œuvre pour assurer la sécurité du personnel pour chaque activité exercée ;
- Les risques spécifiques pour le personnel et les mesures préventives.

6.7. REUNIONS

L'exploitant convoquera le titulaire pour une réunion de démarrage au sein de ses locaux.

Lors de cette réunion, l'exploitant :

- présentera les différents acteurs du projet ;
- rappellera les principaux objectifs de la mission ;
- rappellera les principaux attendus du marché et les modalités d'échange et de validation des documents d'étude ;

Le titulaire présentera :

- le calendrier prévisionnel de la mission ;
- les canevas des documents attendus ;
- la liste des documents à remettre par l'exploitant ;

L'exploitant convoquera le titulaire dans ses locaux pour réaliser une réunion de travail intermédiaire qui dressera le bilan de l'état des lieux avec une estimation des livrables attendus pour le DDAE.

Une réunion de travail peut également être tenue à la demande de l'exploitant, s'il l'estime nécessaire pour le bon avancement du projet.

Toutes les réunions entre les différents intervenants doivent donner lieu à la rédaction d'un compte rendu. Ils sont rédigés par le titulaire ou son représentant, et diffusés sous 72 h ouvrés, à toutes les parties concernées.

7. ASSISTANCE PHASE INSTRUCTION

Dans le cadre de l'instruction du dossier, le prestataire assistera l'exploitant tout au long des phases suivantes :

- Phase d'examen :

Le titulaire assistera l'exploitant durant la période d'instruction des dossiers.

Le titulaire sera tenu, dans un délai de 2 semaines, de modifier et compléter son dossier suite aux remarques et exigences des services instructeurs et fournira les exemplaires complets de ces dossiers en nombre suffisant pour permettre la consultation des organismes et institutions internes et externes au ministère des Armées.

- Phase enquête publique :

Dans le cadre de la consultation du public, le prestataire assistera l'exploitant dans l'élaboration et la diffusion des publicités, suivra leurs parutions et l'affichage en mairie et auprès du public.

Les projets de publication seront soumis à la validation de l'exploitant.

Il consultera le/ou les registres mis à disposition du public. A l'issue de la consultation, il fera un point à l'exploitant des questions posées et élaborera les projets de réponses.

Toutes les modifications apportées devront faire l'objet d'une mise à jour des documents constituant la demande d'autorisation, elles seront également traduites pour intégration aux documents de conception.

Une réunion de travail peut également être tenue à la demande de l'exploitant, s'il l'estime nécessaire pour le bon avancement du projet.

Toutes les réunions entre les différents intervenants doivent donner lieu à la rédaction d'un compte rendu. Ils sont rédigés par le titulaire ou son représentant, et diffusés sous 72 h ouvrés, à toutes les parties concernées.

8. ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE

8.1. RECEPTION DES TRAVAUX

Avant la fin des travaux, les entrepreneurs avisent le maître d'œuvre de l'achèvement des prestations et effectuent les opérations préalables à la réception.

Pour cette phase, le prestataire assistera le maître d'ouvrage et rendra un avis sur la conformité des travaux réalisés par rapport aux attendus pour régulariser une ICPE ou pour un projet neuf.

Il assistera également l'exploitant pour l'obtention de l'autorisation d'exploiter.

8.2. REUNIONS

Une réunion de travail peut également être tenue sur demande du maître d'œuvre, s'il l'estime nécessaire, pour le bon avancement du projet dans les conditions prévues à l'article 6.7.